

# BAC chapitre 5

## Composition – Corrigé

### **SUIET : La puissance américaine dans le monde depuis 1945**

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis entrent dans le club des grandes puissances qui jusqu'alors n'étaient qu'européennes (Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Autriche-Hongrie, Russie) mais cette puissance est incomplète et ne leur permet pas encore de jouer un rôle de leader. Les États-Unis sortent renforcés de la Première Guerre mondiale mais n'assument pas encore leur rôle international. Il faut attendre 1945 pour que l'interventionnisme américain soit pleinement assumé.

Par grande puissance, on entend un pays qui par son économie, sa politique étrangère, sa force militaire et sa culture exerce un rayonnement et une influence mondiale. Les grandes puissances ont la capacité d'intervenir partout dans le monde et les décisions qu'elles prennent ont souvent un impact sur les autres nations, qui les prennent en compte pour leurs propres décisions. On peut dès lors se demander comment les États-Unis se sont-ils affirmés comme la principale puissance mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ?

Dans une première partie, nous montrerons que les États-Unis s'affirment comme la première puissance mondiale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Puis, dans un second temps, nous verrons que, pendant la guerre froide (1947-1991), ils constituent une superpuissance à la tête du « monde libre ». Enfin, dans une dernière partie, nous analyserons la remise en cause de la puissance américaine au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis privilégient l'isolationnisme à l'interventionnisme. En effet, depuis 1823, les États-Unis refusent de se mêler des affaires européennes et appliquent à la lettre la doctrine Monroe, une politique qui repose sur deux grands axes : l'isolationnisme (pas d'intervention dans les affaires des autres continents) et la domination sur le continent américain (les États-Unis se considèrent comme les garants de la stabilité du continent). Certains facteurs contribuent cependant à retourner l'opinion américaine pendant la Seconde Guerre mondiale, notamment la clairvoyance de Roosevelt, qui après la défaite éclair de la France, s'efforce de convaincre les Américains que les États-Unis, ne peuvent pas rester indifférents et qu'il faut aider le Royaume-Uni contre Hitler. S'ensuit un engagement progressif contre le nazisme, caractérisé par la vente de matériels aux Alliés dès 1939, la loi du prêt-bail de mars 1941 (prêt d'armes aux pays dont la défense est nécessaire à la sécurité des États-Unis, les armements doivent être remboursés ou rendus à la fin de la guerre) et la charte de l'Atlantique d'août 1941, qui appelle à combattre le nazisme et entreprend de jeter les fondements d'une nouvelle politique internationale.

En 1945, les États-Unis veulent continuer à intervenir dans les affaires mondiales, par principe et par intérêt. Ce sont eux qui, avec l'URSS, permettent de sortir de la Seconde Guerre mondiale et de régler le sort de l'Allemagne nazie. Par ailleurs, ils participent à deux conférences internationales, essentielles pour l'organisation du monde après la guerre. La conférence de Yalta, en février 1945, d'une part, lors de laquelle Churchill, Roosevelt et Staline décident de la constitution de quatre zones d'occupation en Allemagne et en Autriche, l'organisation d'élections libres dans les pays libérés, la création d'une organisation internationale pour la paix ; la conférence de Potsdam, d'autre part, en juillet-août 1945, au cours de laquelle Staline et les nouveaux dirigeants américain (Harry Truman) et britannique (Clement Attlee) se mettent d'accord sur le sort de l'Allemagne : 20 milliards de dollars de réparations, abolition du parti nazi, jugement des criminels de guerre nazis (procès de Nuremberg en 1945-1946) et dénazification du pays. Les États-Unis jouent également un rôle très actif dans la mise en place d'institutions internationales au sortir de la guerre. En 1944, les accords de Bretton Woods font du dollar la nouvelle monnaie internationale et entérinent le retour à l'étalon de change-or (*Gold*

*exchange standard*), c'est-à-dire le rétablissement de la convertibilité des monnaies entre elles et avec le dollar : la devise américaine devient une monnaie de réserve, la seule convertible en or, et la monnaie de référence internationale. Ces accords créent également le FMI (Fonds monétaire international), qui siège à Washington et est chargé de limiter les fluctuations des valeurs des monnaies. Alimenté par les États, il est très clairement dominé par les États-Unis, qui possèdent 31 % des quotes-parts. En 1947, le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) diminue les droits de douane : initié par les États-Unis, il vise à faire baisser les taxes douanières pour favoriser le commerce mondial. Enfin, les États-Unis participent activement à la fondation de l'ONU. Entre avril et juin 1945, dans le prolongement de la Charte de l'Atlantique, 51 États participent à la Conférence de San Francisco qui fonde l'Organisation des Nations Unies, dont le siège est à New-York et qui a pour but d'assurer la paix et de construire un monde meilleur. De nombreux organismes spécialisés sont ainsi créés : l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), l'OMS (Organisation mondiale de la santé), la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), le HCR (Haut commissariat aux réfugiés).

Si les Américains dominent le monde depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, leur hégémonie s'accroît considérablement après 1945, on qualifie les États-Unis de superpuissance. Alors que l'Europe est un champ de ruines, le territoire américain est pratiquement intact, ce qui leur permet d'affirmer leur supériorité dans tous les domaines. Dans le domaine industriel, les innovations stimulent la production et les industries américaines jouent un rôle moteur dans la reconstruction du monde après la Seconde Guerre mondiale. La capacité productive du pays est sans égal : 50 % de la production industrielle mondiale. Dans le domaine commercial, le GATT, qui diminue les droits de douane, ne profite qu'aux États-Unis car les autres pays sont en pleine reconstruction et doivent surtout s'occuper de leur marché national. Ainsi, pour briser le « dollar gap » (fossé entre la valeur de la monnaie américaine et celle des autres monnaies, qui rend les produits américains inabordables) favoriser les exportations et éviter une crise de surproduction, Truman multiplie les aides d'urgence : l'énorme dette du Royaume-Uni, correspondant au prêt-bail (17 milliards de dollars), est presque entièrement annulée et un prêt de 3,7 milliards de dollars sur 50 ans est accordé aux Anglais. En 1946, l'accord Blum-Byrnes annule les deux tiers de la dette française au titre du prêt-bail et accorde à la France un nouveau prêt d'un milliard de dollars. Dans le domaine financier, les Américains s'imposent comme les créanciers du monde : le Plan Marshall, qui permet à l'Europe de se reconstruire, est aussi et surtout un moyen de l'assujettir financièrement. Ils possèdent 2/3 du stock d'or mondial, disposent de la seule monnaie convertible en or et Wall Street reste, malgré la crise de 1929, la première place boursière de la planète.

La supériorité des États-Unis est également diplomatique et militaire. Alors que les relations avec l'URSS commencent à se tendre en 1946, les Américains prennent la tête du bloc de l'Ouest et du « monde libre ». Par ailleurs, des bases américaines sont présentes dans le monde entier, le pays possède le monopole de l'arme nucléaire et dispose d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Enfin, la supériorité américaine se manifeste aussi culturellement. À l'échelle de la planète, se diffuse l'*American Way of Life* (mode de vie de l'Américain moyen), qui devient bientôt le mode de vie adopté par les sociétés contemporaines dans le cadre de l'émergence de la société de consommation : certaines marques, certains types de nourriture, certains types de tenues, certains types de coiffures se diffusent. Les États-Unis constituent donc un modèle, renforcé par le prestige du libérateur. Les États-Unis sont donc la seule puissance apte à aider à la reconstruction d'un monde dévasté et à imposer son modèle politique, économique et culturel. La seule limite de cette influence se trouve dans la constitution d'un bloc communiste sous l'égide de l'URSS, un rival idéologique qui les entraîne dans un face à face planétaire : la « guerre froide ».

Ainsi, les États-Unis apparaissent comme le grand vainqueur de la Seconde Guerre mondiale et la principale puissance du monde en 1945. Cependant, les tensions croissantes avec

l'URSS provoquent l'éclatement de la Grande Alliance et le début de la guerre froide en 1947. Les deux superpuissances s'opposent et les États-Unis prennent la tête du « monde libre ».

L'année 1947 est celle de la rupture entre les deux Grands, qui commencent à s'organiser en blocs opposés : les États-Unis se mobilisent, au nom de la défense de la liberté et de la démocratie, contre l'URSS et le communisme. À partir de 1947, ils ne cherchent plus à réorganiser le monde mais à défendre le « monde libre ». Cette politique est clairement exprimée dans la doctrine Truman, aussi appelée politique du *containment*, qui vise à l'endigement du communisme, en aidant les pays ruinés par la guerre pour les empêcher de basculer dans le communisme. Elle débouche sur le plan Marshall, proposant une aide économique à tous les pays d'Europe (15% de prêts et 85% de dons, en contrepartie desquels les pays s'engagent à acheter des produits américains), qui est refusé par le bloc de l'Est. Cette aide économique vise à relever les États détruits, où le maintien de la misère pourrait servir de tremplin à la prise du pouvoir par les communistes (pour Truman, la misère est « la meilleure alliée de Staline »). 12,8 milliards de dollars sont ainsi versés entre 1948 et 1951 (26 % pour le Royaume-Uni, 20 % pour la France, 12 % pour l'Allemagne de l'Ouest, 10 % pour l'Italie, 9 % pour les Pays-Bas). En 1948, ils créent l'OECE (Organisation Européenne de Coopération Économique), qui regroupe les pays européens bénéficiaires du plan Marshall. Cette stratégie de l'endigement a pour but de bloquer l'expansion du bloc communiste sans recourir au conflit direct, surtout après l'acquisition de l'arme nucléaire par l'URSS en 1949. La doctrine Truman s'accompagne de la création du Conseil national de sécurité (NSC) et de la *Central Intelligence Agency* (CIA) pour coordonner l'action en matière de politique étrangère. Les États-Unis mettent aussi en place un réseau de bases terrestres, aériennes et navales à l'échelle de la planète, faisant office de barrage. Puis, ils multiplient les alliances militaires, autorisées pour la première fois en temps de paix par le Congrès en juin 1948. Les États-Unis fondent donc l'OTAN, en 1949 (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), une organisation politico-militaire qui a pour vocation d'assurer la sécurité de l'Occident et signent un certain nombre d'autres alliances : pacte de Rio en 1947 (défense mutuelle des États-Unis et de l'Amérique du Sud), formation de l'ANZUS (Australie, Nouvelle Zélande, États-Unis) en 1951, de l'OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est) en 1954, pacte de Bagdad avec l'Iran, l'Irak et le Pakistan en 1955. Enfin, une pression est exercée sur les Alliés afin qu'ils chassent les communistes des gouvernements (c'est le cas de la France ou de l'Italie) et, au sein même des États-Unis, une hystérique chasse aux communistes, connue sous le nom de « *Red Scare* », est lancée par le sénateur Mac Carthy, entre 1950 et 1954.

Pour lutter contre les communistes, les États-Unis n'hésitent pas à soutenir leurs anciens ennemis et à s'en prendre à leurs anciens alliés : en Chine, entre 1945 et 1949, les Américains utilisent des soldats japonais vaincus pour combattre Mao ; en Grèce entre 1947 et 1949, les États-Unis prennent part à la guerre civile en soutenant les néo-fascistes pour vaincre la gauche, qui avait pourtant combattu les Allemands pendant la guerre. C'est ce contrôle tout azimut sur ses alliés qui a conduit Raymond Aron à qualifier les États-Unis de « République impériale ». La lutte contre le bloc communiste, bien qu'elle soit majoritairement indirecte, passe parfois par l'engagement direct, ce que démontrent deux crises. En juin 1948, pour répondre à l'unification des zones d'occupation américaine, britannique et française, l'URSS bloque les voies d'accès terrestre à Berlin-Ouest. Staline fait ainsi pression sur les Berlinoises de l'Est et propose de les ravitailler depuis Berlin-Est s'ils acceptent de reconnaître l'autorité soviétique. Ce « blocus de Berlin », qui dure jusqu'en mai 1949, est la première véritable crise de la guerre froide. Pour empêcher la ville de tomber entre les mains des Soviétiques, les États-Unis et leurs alliés mettent en place un gigantesque pont aérien qui lui permet de résister et de continuer à vivre. Les États-Unis interviennent également durant la guerre de Corée (1950-1953), ils soutiennent la République de Corée (Corée du Sud) face à la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord), soutenue par la République populaire de Chine et l'URSS. Après trois ans de combat et près de 2 millions de morts, la frontière revient quasiment à son niveau originel, à proximité du 38<sup>e</sup> parallèle.

À partir de 1953, s'ouvre une nouvelle période dans la guerre froide, connue sous le nom de « coexistence pacifique ». Les deux Grands se contentent de coexister, n'entretiennent aucune relation et restent séparés. Cette évolution est d'abord rendue possible par l'arrivée de nouveaux dirigeants. Aux États-Unis, Dwight Eisenhower succède à Truman en 1953. Il négocie le cessez-le-feu en Corée et refuse de s'engager militairement en Indochine au côté de la France. En 1961, il est remplacé par le démocrate John F. Kennedy. En URSS, Staline décède le 5 mars 1953 et est remplacé par Nikita Khrouchtchev, qui lance une politique de déstalinisation et préconise aussi des relations moins agressives avec les États-Unis. Les rapports entre ces nouveaux dirigeants sont nettement meilleurs : Khrouchtchev rencontre Eisenhower à Washington en 1956 et Kennedy à Vienne en 1961. Cette amélioration est liée à une prise de conscience mutuelle face aux dangers du nucléaire (les États-Unis acquièrent la bombe H en 1952 et l'URSS en 1953). On parle alors d'équilibre de la terreur ou de destruction mutuelle assurée (MAD) : si l'un des deux Grands utilise l'arme atomique, l'autre ripostera et les deux camps seront détruits. La crise de Cuba fournit un bon exemple de cette logique : le 14 octobre 1962, Kennedy obtient la preuve, par ses avions espions U2, de l'existence de bases de lancement de missiles à Cuba, où le communiste Fidel Castro a renversé Batista et pris le pouvoir en 1959. L'URSS projette d'y installer des missiles nucléaires capables d'atteindre Washington. Le 20 octobre, Kennedy refuse d'intervenir militairement et opte pour un blocus de l'île afin d'empêcher les ravitaillements. Entre le 26 et le 27 octobre, il négocie avec Khrouchtchev qui accepte de faire revenir ses navires et de démanteler les missiles déjà installés. Les deux Grands parviennent donc à surmonter cette crise et ce dénouement inaugure une période de détente.

Sous les présidences de John F. Kennedy (1961-1963), Lyndon Johnson (1963-1969), Richard Nixon (1969-1974), Gérald Ford (1974-1977) et Jimmy Carter (1977-1981), les grandes lignes de la politique extérieure ne changent pas, mais les États-Unis connaissent une période de doutes et de remise en cause. Ces incertitudes naissent de plusieurs facteurs. L'URSS affirme d'abord sa puissance dans des domaines clés, notamment la course à l'espace (premier satellite Spoutnik en 1957, premier homme dans l'espace avec Youri Gagarine en 1961), bien que le programme Apollo, qui aboutit au premier alunissage d'Américains en 1969, souligne la capacité de réponse des États-Unis. Par ailleurs, les Alliés du bloc Occidental se montrent moins dociles qu'auparavant et prennent quelques distances face au leadership américain, ce qui engendre certaines fissures. D'abord, la création de la CEE, en 1957, donne naissance à une puissante organisation économique qui pourrait constituer à terme un rival pour les États-Unis. Puis l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir, en 1958, marque une rupture dans la politique extérieure de la France : l'ancien chef de la France libre mène une politique d'indépendance nationale ce qui le pousse à refuser l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE à deux reprises (1963 et 1967), à retirer la France du commandement intégré de l'OTAN et à expulser les bases américaines de l'hexagone en 1966.

Le modèle américain est aussi remis en cause de l'intérieur. Les États-Unis doivent d'abord affronter une grave crise politique avec l'assassinat de Kennedy en 1963, puis une crise sociale avec la radicalisation du racisme et le renforcement des mouvements de défense des *Civil Rights* (Martin Luther King est assassiné en 1968 et le mouvement du Black Power prend de l'importance, comme le montrent Tommie Smith et John Carlos, lors des JO de Mexico en 1968, en levant le poing pour saluer à la façon des Black Panthers). Enfin, la guerre du Vietnam est vivement contestée et constitue le principal revers de la politique étrangère américaine. En effet, les États-Unis et l'URSS s'affrontent à nouveau par pions interposés, dans un pays où les deux blocs se font face. En 1959, le Nord-Vietnam se lance à la reconquête du Sud-Vietnam et s'appuie sur l'aide du Viêt-Cong (autre nom du Front national pour la libération du Sud-Vietnam, mouvement communiste qui milite pour le rattachement au Nord). Il demande l'aide de l'URSS, qui accepte de fournir des armes au Nord-Vietnam. Les États-Unis ne peuvent pas se permettre de laisser les communistes l'emporter : si le pays tombe, d'autres, dont les ressources naturelles sont essentielles, risquent de basculer (théorie des dominos). En 1964, sur l'ordre du président Johnson, les soldats américains interviennent donc militairement au Sud-Vietnam pour soutenir les forces loyalistes et repousser l'attaque nord-vietnamienne. En 1968, ils parviennent à

repousser la grande offensive communiste (offensive du Têt) dirigée par le général Giap, mais ils comprennent qu'ils ne pourront pas gagner la guerre : l'ennemi ne cherche pas à défendre un territoire, ce qui le rend insaisissable. À cela s'ajoute la montée en puissance d'un mouvement anti-guerre aux États-Unis : le 15 avril 1967, entre 100 000 et 200 000 personnes défilent à New York contre la guerre, de violentes manifestations ont lieu à Chicago en 1968 et la jeunesse prend position contre la guerre du Vietnam lors du festival de Woodstock en 1969. La même année, Richard Nixon succède à Johnson et entreprend un lent désengagement des forces américaines. Le 27 janvier 1973, les accords de Paris mettent fin à une guerre dont le bilan est terrible et qui entre dans l'histoire comme la première défaite des États-Unis. Le Cambodge et le Laos basculent eux aussi dans le communisme, ce qui confirme la pertinence de la théorie des dominos.

Le traumatisme de l'échec au Vietnam explique le choix du président Carter de redorer l'image des États-Unis en mettant en avant la défense des droits de l'Homme et en cessant de soutenir des régimes dictatoriaux considérés comme des barrages contre le communisme. En 1971, les États-Unis se rapprochent de la Chine et acceptent que cette dernière entre à l'ONU. En 1978, les accords de Camp David, signés par le président égyptien Anouar el Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin sous la médiation du président américain Jimmy Carter, débouchent sur le premier traité de paix entre Israël et un pays arabe. Cette période fait cependant apparaître les États-Unis comme une puissance hésitante, laissant libre l'action du bloc communiste. Les dépenses militaires très élevées obligent Nixon à suspendre en 1971 la parité fixe or-dollar qui datait de Bretton Woods (1944). En 1977, l'URSS viole les accords SALT 1 et installe sur son territoire des missiles nucléaires SS20 qui menacent l'Europe de l'Ouest, inaugurant la crise des euromissiles. En 1979, les Américains perdent un allié majeur en Iran avec le renversement du Shah lors de la révolution iranienne et les Soviétiques envahissent l'Afghanistan. C'est la première fois que l'un des deux Grands envahit un État souverain membre de l'ONU. Ce double affront se double d'une crise économique majeure : suite à la révolution iranienne, le prix du baril est multiplié par 3 (passage de 13 \$ à 40 \$) et cette augmentation successive des prix fragilise les économies développées pour lesquelles le pétrole est la première source d'énergie.

Les deux présidences de Ronald Reagan (1981-1989) marquent le retour d'une politique américaine offensive. Son slogan *America is back* résume sa politique : lutter sur tous les fronts contre « l'Empire du Mal » (*Evil Empire*). Dans son discours d'investiture, prononcé le 20 janvier 1981, le président donne les grandes lignes de son programme et fait preuve de fermeté : « Notre répugnance pour les conflits ne devra pas être interprétée comme un manque de volonté. Lorsqu'une action sera nécessaire pour préserver notre sécurité nationale, nous agirons ». Cette fermeté se traduit d'abord par une intervention accrue dans les affaires des continents américains. En 1981, Reagan accorde 19 millions de dollars pour que la CIA arme et finance une armée contre-révolutionnaire (les contras) pour renverser le gouvernement sandiniste au Nicaragua. Par ailleurs, en Afghanistan, les États-Unis soutiennent et arment la résistance afghane qui s'oppose à l'URSS et dont les combattants (35 000 islamistes radicaux venus de 43 pays musulmans) prennent le nom de moudjahidines (« guerriers saints »). Enfin, les États-Unis relancent la course aux armements en 1983, avec l'Initiative de défense stratégique (IDS), qui consiste à fabriquer des satellites capables de détecter et détruire les missiles soviétiques. Reagan choisit ce domaine car il pense que l'URSS sera financièrement asphyxiée si elle relève le défi. La même année, pour répondre à l'installation des SS20 en Europe, les États-Unis déploient 108 missiles Pershing II (portée de 1800 km) et 464 missiles Cruise (portée de 2500 km) en RFA, au Royaume-Uni et en Italie.

Reagan saisit toutefois l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en 1985 pour négocier la sortie de la guerre froide. Mikhaïl Gorbatchev veut en effet mettre un terme à un conflit qui ruine l'URSS, qui y consacre chaque année 16 % de son PNB (contre 6,5 % pour les États-Unis). Depuis le lancement de l'IDS et la relance de la guerre des étoiles, les Soviétiques s'essouffent dans leur tentative de concurrencer les Américains. Gorbatchev adoucit le régime en lançant la *Perestroïka* (« restructuration »), une politique de réformes économiques qui accroît un peu le libéralisme,

et la *Glasnost* (« transparence »), qui instaure la liberté d'expression et doit aboutir, à terme, à la démocratisation. Il renoue aussi le contact avec les États-Unis : en 1985, il rencontre Ronald Reagan à Genève et en 1986, les deux hommes se voient à nouveau à Reykjavik. L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl, le 25 avril 1986, renforce la peur du nucléaire et pousse les deux Grands à prendre des décisions importantes : en 1987 ils signent le traité de Washington, qui aboutit à l'adoption de l'« Option Zéro » et à la suppression des missiles stationnés en Europe, qui signent la fin de la crise des euromissiles. Le 31 juillet 1991, à Moscou, Gorbatchev et Georges Bush signent le traité START (*Strategic Arms Reduction Treaty*), qui réduit de 25 à 30 % l'armement nucléaire stratégique à longue portée. Le 25 décembre 1991, Gorbatchev accepte l'autonomie de la Russie des démocraties populaires et des Républiques d'Union Soviétique, il démissionne et met fin à l'URSS. Les États-Unis sortent donc vainqueurs de la guerre froide et voient leur puissance considérablement renforcée. On peut dès lors parler d'« hyperpuissance », terme forgé par Hubert Védrine pour désigner la puissance complète et sans rival des États-Unis après la guerre froide.

Ainsi, pendant toute la guerre froide, la superpuissance américaine affronte la superpuissance soviétique et, en 1991, elle sort victorieuse et accède au statut d'« hyperpuissance ». Si, dans les années qui suivent la fin de la guerre froide, les États-Unis dominent plus que jamais l'ensemble de la planète et mettent en place un nouvel ordre mondial, la puissance américaine commence à être contestée au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les relations internationales sont bouleversées par l'effondrement de l'URSS : il n'y a plus deux superpuissances mais une seule hyperpuissance, les États-Unis, qui s'affirme comme une puissance militaire (1<sup>er</sup> budget du monde, bases militaires sur l'ensemble des continents), économique (5% de la population mondiale produit 1/3 de la richesse mondiale), technologique et culturelle. Les États-Unis sont convaincus d'être sortis vainqueurs, dans tous les domaines, de la confrontation avec l'URSS et que cette victoire va déboucher inévitablement sur la diffusion planétaire de leurs valeurs vues comme universelles : la démocratie et l'économie libérale, ce que les rapides mutations en Europe semblent confirmer. C'est à cette période que le géopoliticien Joseph Nye définit la notion de « *soft power* » et soutient que, même si les États d'Europe et le Japon sont en train de rattraper leur retard économique sur les États-Unis, ces derniers disposent d'un avantage nouveau par rapport aux autres nations : la capacité de séduire et de persuader les autres États sans avoir à user de leur force ou de la menace. Cette nouvelle forme de pouvoir ne fonctionne pas sur le mode de la coercition (*hard power*), mais sur celui de la persuasion, c'est-à-dire la capacité de faire en sorte que l'autre veuille la même chose que soi. Ce *soft power* repose sur l'image positive d'un État, son prestige (souvent ses performances économiques ou militaires), ses capacités de communication, l'exemplarité de son comportement, l'attractivité de sa culture et de ses idées (religieuses, politiques, économiques, philosophiques...), son rayonnement scientifique et technologique.

L'engagement des États-Unis dans la guerre du Golfe est révélateur à la fois de la supériorité militaire des Américains et de leur volonté d'imposer un « nouvel ordre mondial » au sortir de la guerre froide. Le 2 août 1990, le président irakien Saddam Hussein décide d'envahir le Koweït, dont il convoite les richesses pétrolières (20 % des réserves mondiales de pétrole) afin de régler sa dette colossale (150 % du PIB). Comme cette région est vitale pour les États-Unis en raison des importantes réserves de pétrole, le président Georges Bush décide d'intervenir et inaugure alors le « nouvel ordre mondial » avec un discours devant le Congrès le 11 septembre 1990 : depuis l'effondrement de l'URSS, les États-Unis se sentent investis d'une mission, garantir la paix et la stabilité dans le monde, diffuser les valeurs libérales et démocratiques. Les Américains privilégient le multilatéralisme et parviennent à réunir, sous l'égide de l'ONU, une coalition d'une trentaine de pays comprenant la France, le Royaume-Uni et la plupart des monarchies pétrolières arabes (Arabie saoudite, Qatar, Émirats arabes unis), qui voient d'un mauvais œil l'impérialisme irakien. Le 15 janvier 1991, le Conseil de sécurité de l'ONU vote une résolution autorisant une intervention armée de casques bleus contre l'Irak (opération « Tempête du désert »). Les États-Unis envoient la plus grande partie des soldats

(515 000 hommes sur 800 000 engagés), ce qui est révélateur du rôle de leader auquel aspirent les Américains. Les sites stratégiques du pays sont bombardés le 17 janvier, du 24 au 27 janvier les forces de la coalition menées par les États-Unis envahissent l'Irak, mettent hors d'état de nuire la garde républicaine irakienne et arrivent aux portes de Bagdad. L'Irak, vaincu, est soumis à un embargo et Saddam Hussein est contraint d'autoriser les inspecteurs de l'ONU à enquêter sur son armement.

La politique d'*enlargement* menée par Bill Clinton (1993-2001) vise à « élargir », c'est-à-dire diffuser spatialement la démocratie dans le monde. Cette politique s'appuie sur la capacité des États-Unis, sans rival dans le monde, d'imposer et de convaincre. Plusieurs décisions concrétisent cette politique, notamment le rôle joué par les Américains dans le processus de paix au Proche et Moyen-Orient. Ce processus de paix est directement lié à la guerre du Golfe et à la défaite de l'Irak. En effet, l'OLP de Yasser Arafat, qui a soutenu Saddam Hussein, se retrouve isolée vis-à-vis des autres pays arabes et donc en position de faiblesse. En 1992, l'OLP et Israël se reconnaissent mutuellement. En 1993, sous l'égide du président américain Bill Clinton, un accord de paix, négocié secrètement à Oslo est signé à Washington le 13 septembre 1993 (accords de Washington ou accords d'Oslo) entre Yasser Arafat et le Premier ministre israélien Itzhak Rabin. Le texte prévoit un territoire autonome pour les Palestiniens dans la bande de Gaza et la Cisjordanie, ainsi qu'un embryon d'État, l'« autorité palestinienne ». Les États-Unis interviennent également en ex-Yougoslavie, où la chute de l'URSS s'est accompagnée d'une hausse des revendications nationalistes. Après la Slovénie et la Croatie en 1991, c'est au tour de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine de proclamer leur indépendance en 1992. Cette situation n'est pas acceptable pour la Serbie, la plus puissante des régions de l'ex-Yougoslavie, héritière de sa puissance militaire. Dirigée par Slobodan Milosevic, elle se lance dans une guerre de reconquête. La ville de Sarajevo est assiégée par les Serbes, qui établissent un blocus : les habitants sont bombardés et pris pour cibles par les snipers, qui sèment la terreur. Cet épisode montre les limites du pouvoir de l'ONU : les 38 000 casques bleus de la FORPRONU (Force de Protection des Nations Unies) déployés en Bosnie doivent assister impuissants aux exactions et aux crimes de guerre, à la politique d'épuration ethnique des Serbes. Ils ne sont, en effet, qu'une force d'interposition qui n'a pas le droit d'intervenir militairement si elle n'est pas directement attaquée. Il faut attendre l'intervention des forces de l'OTAN en 1994 pour imposer une paix fragile. Le président américain Bill Clinton fait ainsi signer les Accords de paix de Dayton le 21 novembre 1995. Enfin, les États-Unis œuvrent au désarmement nucléaire de la planète. En 1996, ils ratifient le traité START II (*Strategic Arms Limitation Treaty*), signé avec la Russie en 1993. Le texte prévoit une réduction des arsenaux stratégiques des deux tiers, au terme de laquelle chaque partie ne devra pas disposer de plus de 3500 têtes nucléaires stratégiques.

Mais cette politique de *enlargement* trouve ses limites et se heurte aux réalités internationales et au souci des États-Unis de préserver leurs intérêts. Ainsi, les Américains se rapprochent de la Chine et de la Russie et n'interviennent donc pas dans les conflits tibétain et tchéchène. Par ailleurs, jaloux de leur totale liberté d'action, les États-Unis n'entendent pas être soumis à des décisions internationales : ils rejettent le protocole de Kyoto de 1997 sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et refusent en 1998 de ratifier le Statut de Rome, qui met en place une Cour pénale internationale chargée de juger les criminels de guerre et les auteurs de crimes contre l'humanité. Dès lors, la politique d'*enlargement* se heurte à la défense des intérêts économiques, qui pousse à une forme d'isolationnisme ou surtout d'unilatéralisme.

Au matin du 11 septembre 2001, 19 terroristes islamistes lancent une triple attaque contre des symboles forts de la puissance américaine. Un avion s'écrase contre le Pentagone, siège de la CIA et du ministère de la Défense, symbole de la puissance militaire américaine et deux autres prennent pour cibles les tours jumelles du World Trade Center, le plus grand centre d'affaires du monde, symbole de la puissance économique des États-Unis, puis, un quatrième avion, qui devait percuter la Maison Blanche, symbole politique, rate sa cible en raison de l'intervention héroïque des passagers, qui provoquent un accident dans le désert de Pennsylvanie. Près de 3000 personnes décèdent lors de ce « mardi noir » : c'est la première fois depuis la guerre d'indépendance que les États-Unis sont touchés sur leur sol et le traumatisme

est énorme car l'attentat démontre que même la première puissance mondiale n'est pas invulnérable, les États-Unis ne sont plus un sanctuaire à l'abri du terrorisme. Les terroristes ont également gagné sur le terrain médiatique : l'information tourne en boucle sur toutes les télévisions du monde et choque terriblement l'opinion publique. La psychose qui s'installe dans les pays occidentaux au lendemain des attentats est un autre motif de satisfaction pour les terroristes. La nature même de la menace diffère fondamentalement des risques de la guerre froide : il ne s'agit plus de deux blocs rivaux avec des assises territoriales connues, agissant de façon logique (assurer sa survie), mais d'un adversaire sans assise territoriale connue (donc difficile à frapper) acceptant le suicide. L'attentat suscite aux États-Unis, qui se sentent pour la première fois vulnérables, une réaction hyper nationaliste qui trouve sa traduction dans la politique du président George W. Bush.

Il s'agit pour ce dernier, inspiré par les néoconservateurs, de démontrer que les États-Unis sont capables d'éliminer tous ceux qui menacent leurs intérêts et portent atteinte à leur sécurité. Georges W. Bush fait voter le « *Patriot Act* » qui limite les libertés individuelles et permet de transférer des prisonniers vers la base de Guantanamo, à Cuba, pour y être internés et parfois même torturés. Les États-Unis, soutenus par une coalition internationale, lancent aussi l'opération « Liberté immuable », qui a pour objectif de chasser les Talibans au pouvoir en Afghanistan, principaux soutiens d'Oussama Ben Laden. Pour lutter contre cette nouvelle menace que représente le terrorisme, les États-Unis décident de mener une lutte globale contre un « axe du Mal » prétendument hostile à l'Amérique et s'étendant de la Corée du Nord à l'Iran en passant par l'Irak. C'est ce qui les pousse à envahir l'Irak en 2003, contre l'avis de l'ONU et de certains de ses alliés historiques comme la France et l'Allemagne, sous le prétexte de la présence d'armes de destruction massive. Cette action montre que les Américains privilégient clairement l'unilatéralisme (politique extérieure d'un État qui privilégie ses propres intérêts) au multilatéralisme (politique extérieure qui cherche à concilier les positions de tous les États et fait passer l'intérêt général avant l'intérêt particulier), et le *hard power* au *soft power*. Cette politique, loin de résoudre le problème du terrorisme, accentue au contraire l'anti-américanisme dans le monde et favorise la radicalisation et le fondamentalisme.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les États-Unis restent la puissance dominante mais doivent désormais faire face à une érosion de leur influence, qui s'explique par certains facteurs de fragilisation : une concurrence économique accrue et diversifiée, l'émergence de nouvelles puissances sur la scène internationale (la Chine par exemple), l'endettement du pays et une image dégradée en raison de la politique unilatéraliste de George W. Bush. Non seulement l'abandon du multilatéralisme fait apparaître les États-Unis comme une puissance égoïste, impression renforcée par certaines pratiques américaines (mensonge à propos des motifs de l'entrée en guerre contre l'Irak et mauvais traitements infligés aux prisonniers de Guantanamo) donnant l'image d'une puissance qui aurait oublié ses valeurs. C'est dans ce contexte qu'a lieu l'élection de Barack Obama en 2009. Ce dernier se donne pour objectifs de maintenir le leadership américain, de réaffirmer le modèle économique libéral et de la promotion des droits de l'Homme, de poursuivre la lutte contre le terrorisme islamiste avec la participation des alliés. On assiste donc au retour du multilatéralisme, qui se traduit par l'intervention de la France et du Royaume-Uni contre la Libye de Kadhafi). Barack Obama privilégie aussi le *soft power*, comme en témoigne son refus d'envoyer des troupes au sol en Syrie pour lutter contre Daesh et la participation des États-Unis aux négociations avec la Russie, l'Iran et l'Arabie saoudite. La puissance des États-Unis doit désormais composer avec un monde complexe et multipolaire. Elle est donc plus limitée qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Mais les États-Unis conservent les outils majeurs de la puissance : ils restent la première puissance économique mondiale et un des trois pôles de la Triade. Ils disposent de la seule armée capable d'être massivement projetée, à l'échelle mondiale, loin des frontières. Ils dominent des alliances militaires qui, comme l'OTAN née dans la guerre froide, se sont accrues de nouveaux membres et redéployées. Puissance nucléaire et puissance spatiale, les États-Unis conservent, enfin, une capacité exceptionnelle d'adaptation et d'innovation.



Ainsi, les États-Unis apparaissent comme le grand vainqueur de la Seconde Guerre mondiale et la principale puissance du monde en 1945. Cependant, les tensions croissantes avec l'URSS provoquent l'éclatement de la Grande alliance et le début de la guerre froide en 1947. Les deux superpuissances s'opposent et les États-Unis prennent la tête du « monde libre ». En 1991, ils sortent victorieux et accèdent au statut d'« hyperpuissance ». Si, dans les années qui suivent la fin de la guerre froide, les États-Unis dominent plus que jamais l'ensemble de la planète et mettent en place un nouvel ordre mondial, la puissance américaine commence à être contestée au début du XXI<sup>e</sup> siècle.